

*Article 21 du Règlement*

quelle opposition suscite le projet et quel appui il trouve» ou «pour recueillir toutes les informations nécessaires sur l'utilisation d'une ressource concurrente, pour faciliter la prise de décision . . . »

A cause de cette phase de «l'évaluation et des négociations» relatives au projet de création d'un parc, il faudra peut-être consacrer un certain temps à la question, une période de cinq à dix ans, voire davantage, comme cela a été le cas dernièrement pour la création du parc national Grasslands. «La participation du public risque de compliquer la tâche et de prolonger le délai de création d'un nouveau parc, mais elle est essentielle».

Voilà ce que j'ai dit, monsieur le Président; voilà les recommandations du chef de la division des parcs nationaux, et je suis d'accord avec lui. Le ministre de l'Environnement (M. Caccia) veut peut-être exercer des pressions sur Parcs Canada pour créer trois parcs nationaux avant les élections, mais j'ai quelques observations à faire. Parcs Canada vient d'entamer l'étude sur la possibilité de créer de nouveaux parcs et les négociations viennent de commencer. On ne dit nulle part dans les critères de Parcs Canada que la possibilité de créer de nouveaux parcs . . .

**M. le Président:** Le temps de parole du député est écoulé.

\* \* \*

[Français]

**L'EMPLOI****ON DEMANDE DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA  
CRÉATION D'EMPLOIS**

**M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, je suis très déçu d'entendre les partis d'opposition se plaindre de cette affaire de sommes d'argent allouées aux circonscriptions qui en ont le plus besoin. J'aimerais publiquement demander au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) d'en donner encore davantage à Manicouagan, monsieur le Président, parce que les gens me téléphonent de tous les coins de ma circonscription pour réaliser des projets très spéciaux comme la construction du presbytère à Aguanish et celle du centre récréatif de Schefferville pour lesquels on a reçu une subvention de 100,000 dollars l'an dernier, comme l'érection d'une plate-forme dans le village de Kégaska, plate-forme nécessaire pour recevoir le poste de Radio-Canada de langue anglaise. J'ai également d'autres projets, monsieur le Président, comme la réparation des quais qui implique le ministère des Pêches et des Océans. Nous allons réaliser un tas de travaux de toutes sortes, monsieur le Président. Il y a Parcs Canada qui attend dans la région des Îles de Mingan, de Havre-St-Pierre et de Mingan des montants substantiels pour aider à promouvoir le tourisme dans la région. Il y a aussi la question de l'île d'Anticosti où il faudrait des projets pour les personnes isolées. J'aimerais aussi souligner que les gens des villes nordiques et les Inuit dans la région de Fort-Chimo me téléphonent pour des projets, également. Je pense, monsieur le

Président, que c'est scandaleux de voir les partis d'opposition demander à ce que des circonscriptions qui ont énormément de gens en chômage ne puissent pas avoir de fonds spéciaux pour pouvoir créer de l'emploi, et ce directement.

**Des voix:** Bravo!

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LE REVENU NATIONAL****LES PROPOS ATTRIBUÉS AU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE AU  
SUJET DE L'ATTITUDE DES FONCTIONNAIRES**

**M. Chris Speyer (Cambridge):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre si je réussis à attirer son attention. Ce matin, dans une série d'interviews accordées au *Kitchener-Waterloo Record* et à la *Presse canadienne*, le député de Kitchener, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, a porté certaines accusations graves. Il a dit qu'il s'inquiétait vivement, et ce, depuis déjà quelque temps, de certains problèmes qui se posent à Revenu Canada et qui, selon lui, sont dus à l'attitude des hauts fonctionnaires du ministère. «La politique c'est la démocratie, et la démocratie, c'est rendre des comptes à la population, mais le sous-ministre n'en rend pas.» a-t-il déclaré. Enfin, il a ajouté que le premier ministre lui avait garanti de faire quelque chose pour calmer ses inquiétudes.

Ma question au premier ministre est en deux volets: Quelles garanties le premier ministre a-t-il données au député de Kitchener? Approuve-t-il l'attaque lancée par le député de Kitchener contre les cadres supérieurs du ministère, qu'il accuse d'être responsables des problèmes qui se posent à Revenu Canada?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, le député fait allusion à quelque chose qui s'est passé pendant notre caucus. Je n'ai pas pour habitude de faire des commentaires sur nos réunions de caucus.

**M. Speyer:** Monsieur le Président, bien au contraire. Les accusations que j'ai portées, ou plutôt celles du député de Kitchener, sont rapportées dans la presse d'aujourd'hui et découlent de déclarations qu'il a faites ce matin. Il s'agit de remarques directes.

**LA RESPONSABILITÉ DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU  
MINISTÈRE**

**M. Chris Speyer (Cambridge):** Monsieur le Président, le premier ministre est-il d'accord avec le député de Kitchener, que les problèmes qui se posent à Revenu Canada sont imputables aux hauts fonctionnaires, ce qui constitue une accusation très grave? Quelles garanties le premier ministre a-t-il données aux députés libéraux que le gouvernement va faire quelque chose pour remédier aux problèmes de comportement dont le député de Kitchener a parlé, et ce, à juste titre?